

Un débat, ou un peloton d'exécution ?

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 05 avril 2019

12 candidats alignés le long du mur comme au peloton d'exécution : c'était le triste spectacle de l'Emission politique, le premier grand rendez-vous de la campagne des élections européennes ce jeudi 4 avril sur France 2. En toute sincérité, notre admiration va à tous ceux qui se sont prêtés à l'exercice de regarder ce pensum, à ce charcutage pitoyable de l'expression politique.

En effet, chaque candidat s'est vu octroyer un temps de parole de 12 minutes. **12 petites minutes, éclatées en parcelles infinitésimales, rendant plus absconse que jamais une parole publique en mal de légitimité.** Les journalistes recrutés pour l'occasion, Thomas Scotto et Alexandra Bensaïd, donnaient l'impression d'avoir échoué sur le plateau d'Intervilles, multipliant les blagues ratées pour donner aux téléspectateurs sur la voie de l'endormissement le sentiment que la politique, en 2019, c'est *fun*. Incapables d'arbitrer entre les candidats, et de faire circuler intelligemment la discussion, ils sont apparus comme des obsédés du chronomètre, au détriment du développement d'une pensée raisonnable et argumentée. Peut-on faire de la politique sérieusement quand on s'exprime par tranches de 15 secondes ? Les candidats n'avaient pas grand-chose à dire, et l'on ne sait pas précisément si c'est le manque d'idées qui a donné lieu à ce débat bégayant, ou si sa forme maladroite ne pouvait tout simplement pas accoucher d'autre chose que de propos moribonds.

Malgré tout, qu'en retirer ? D'une manière assez étonnante, **c'est très largement l'euroscepticisme qui a prévalu sur l'ensemble du débat.** Le désenchantement européen est bien là. Avec une touchante naïveté – il est même étonnant que les rédacteurs en chef de l'émission aient laissé passer cela –, Alexandra Bensaïd a fait se déployer sur les écrans une magnifique infographie pour nous expliquer ingénument que **l'Union européenne nous faisait perdre des milliards chaque année**, et nul ne s'est amusé à la contredire. Tous, au fond, savent que cette Europe que l'on nous a tant vantée est incapable d'affronter les défis qui sont les nôtres aujourd'hui, à commencer par l'immigration et l'islamisation du continent et le désarroi identitaire dans lequel elles nous plongent. Sans oublier, évidemment, la pauvreté croissante, le chômage qui ne diminue pas, et les dépôts de bilan qui se multiplient.

Nathalie Loiseau, la candidate LREM, comme Jean-Christophe Lagarde, tout deux les plus volontiers « européistes », avaient bien du mal à faire souffler un vent d'enthousiasme sur le plateau.

La gauche de la gauche s'est enfoncée dans **l'utopisme le plus délirant**, en vantant les mérites d'une fraternité universelle à laquelle plus personne ne croit : le disque est bien rayé, et même les nouvelles têtes, comme Raphaël Glucksmann, n'ont pas l'air d'y croire.

Pour les Républicains, la confrontation à ses adversaires a fait ressortir la fragilité de François-Xavier Bellamy, mal à l'aise pour articuler ses fameux grands principes à une pensée concrète non technocratique.

Les politesses et les ronds-de-jambe, ironiques ou non, entre Florian Philippot, Nicolas Dupont-Aignan, Jordan Bardella et François Asselineau, ont fait vraiment mesurer **à quel point un tel morcellement de la droite souverainiste est absurde.** Dans le marasme général, ce dernier s'est toutefois distingué par des arguments précis et percutants contre les contradictions dans lesquelles s'empêtrant sans cesse les tenants du modèle dominant : pourquoi vitupérer contre la Hongrie et la Pologne, quand on alimente un système qui leur verse des milliards chaque année ? Pourquoi se lamenter sur les afflux de migrants, quand on préfère financer l'Estonie ou la Grèce, plutôt que d'apporter une aide au développement ciblée à destination des pays francophones d'Afrique ?

Une chose est certaine, et dans une certaine mesure, il nous faut nous en réjouir : le système de Bruxelles et de Strasbourg a vécu, et l'ensemble de la classe politique sent confusément qu'à plus ou moins brève échéance, **il faudra – enfin – penser d'abord à la France.**

François Billot de Lochner

Président de *Liberté politique* et de *France Audace*